



La Commune



La Commune communique : AUDREY AZOULAY, MINISTRE DE LA FAILLITE DES ARCHIVES NATIONALES !

Dans notre numéro 98, nous rendions compte de la pétition lancée en juillet dernier par une intersyndicale du ministère de la culture pour s'opposer à la « Vente des bijoux de famille », la vente à vil prix des « derniers ensembles immobiliers du ministère, idéalement situés pour offrir aux spéculateurs le meilleur des rendements. » Dans un tract dont nous publions ici de larges extraits, le Syndicat CGT des Archives de France dénonce la poursuite de cette politique qui sacrifie notamment les missions de service public des Archives Nationales.



C'est avec la plus extrême vigueur (...) que le Syndicat des Archives de France CGT condamne les récents arbitrages rendus par le gouvernement et la ministre de la Culture, Audrey Azoulay, au sujet des Archives nationales.

(...) Contrairement à ce qu'affirme Audrey Azoulay, il n'y a rien de culturel ou de patrimonial à fermer définitivement le site des Archives nationales de Fontainebleau ni à amputer de 9 000 mètres carrés de locaux le site des Archives nationales de Paris ! Ce sont des projets banqueroutiers. Rien d'autre!

Fermeture du site de Fontainebleau : une addition à 200 millions d'euros!

La liquidation du site annoncée par la ministre signifierait :

1/ la perte des 200 kilomètres linéaires (kml) de capacité de stockage du site, soit un tiers de la capacité totale de stockage de l'institution en Ile-de-France ;

2/ conduirait le site de Pierrefitte-sur-Seine à la saturation à cause du transfert des 90 km³ de documents conservés à Fontainebleau ;

3/ obligerait à préempter la réserve foncière de Pierrefitte vingt ans avant le terme initialement prévu ;

4/ nécessiterait la construction d'un nouvel équipement pour un coût déjà évalué par la rue de Valois à 200 millions d'euros !

(...)Ainsi, seulement trois ans après l'inauguration par François Hollande du site de Pierrefitte-sur-Seine, bâtiment qui a coûté 200 millions d'euros et qui devait répondre aux besoins de l'institution pour trente années (jusqu'en 2043 !), voilà qu'Audrey Azoulay annonce sans sourciller le doublement du prix du projet initial !

A l'inverse de ce naufrage archivistique et financier, nous exigeons la rénovation des équipements du site. Rappelons que les services spécialisés du ministère de la Culture ont estimé le coût de la démolition du site bellifontain à 36 millions d'euros pendant que le coût de sa rénovation était évalué, lui, à 43 millions d'euros ! Soulignons que cette rénovation permet de sauvegarder plus de 70 % de la capacité de stockage, des dépôts et équipements existants mais aussi de maintenir sur place les 51 emplois qui y sont affectés. (...)

A Paris, une amputation au nom de la spéculation immobilière !

En septembre 2010, Nicolas Sarkozy annonçait sa décision de s'approprier 10 000 mètres carrés de surfaces et locaux du site parisien des Archives nationales pour y installer sa Maison de l'Histoire de France, son musée réactionnaire de l'identité nationale. Après deux ans d'une lutte unie et acharnée du personnel et de ses organisations syndicales, le projet présidentiel de MHF était défilé. Une première dans l'histoire de la Ve République.

Aujourd'hui, le gouvernement et Audrey Azoulay, par l'annonce d'amputer près de 9 000 mètres carrés de surface du site, remettent sous une autre forme le projet de MHF sur le métier!

(...)En effet, le gouvernement et Audrey Azoulay ont décidé de réduire le nombre des implantations parisiennes des services d'administration centrale du ministère de la Culture.

Au total, plus de 500 agents sont directement concernés par cette opération de délocalisation/spéculation immobilière qui a pour conséquence concrète de les jeter à la rue et de justifier la suppression d'au moins 105 emplois.

(...) sur les 500 agents nomadisés, Audrey Azoulay n'a rien trouvé de mieux que de prévoir d'en installer 250 sur le site des Archives nationales de Paris en lieu et place des dépôts, bureaux, ateliers et locaux dont l'institution a pourtant un besoin absolu !(...)

Les premières évaluations des coûts de cette opération d'installation de 250 agents des services de centrale sur le site parisien des Archives nationales font état d'un budget minimum de 41,6 millions d'euros, soit une somme moyenne de 166 400 euros par agent. Pour financer ce funeste projet, Audrey Azoulay compte récupérer une partie du produit des ventes des immeubles Pyramides et Richelieu dont elle estime la valeur à 80 millions d'euros.(...)

Contrairement aux propos rapportés par la presse, pas un euro, pas un kopeck, n'est budgété ou prévu pour améliorer les conditions matérielles de conservation des documents. Il n'existe aucun programme, aucun calendrier de travaux prévisionnels, pas plus qu'il n'existe de plan de charge pour les Archives nationales alors que les espaces et locaux visés sont « remplis » de documents (Minutier central des notaires parisiens) ou occupés par des agents (...)

(...) nous constatons que le résultat de cette OPA hostile aboutirait à la perte sèche de 12 km³ de capacité de stockage. En conséquence, Audrey Azoulay doit faire rentrer 77 km³ de documents dans 60 km³ de travées.

Irrévocablement, l'argument « patrimonial » d'Audrey Azoulay est un leurre(...)

C'est pourquoi la CGT-Archives se dresse vent debout contre ces projets néfastes et exige :

NON A LA FERMETURE DU SITE DE FONTAINEBLEAU !

NON A L'AMPUTATION DU SITE DE PARIS !

ABANDON DU PROJET DE VENTE À LA DÉCOUPE DU MINISTÈRE !

Paris, le 2 juin 2016.

Modifié le mercredi 08 juin 2016

Voir aussi dans la catégorie France



Urgence, pouvoir d'achat et grève générale

Alors qu'il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu'il les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... »



« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant "un dessein contre la nature".... »



Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... »



Répression, maître-mot de la macronie.



La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... >>



Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... >>



Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... >>
